



Transparency Maroc

Présentation de l'Indice de Perception de la
Corruption (2022)
et
L'Indice du Budget Ouvert ainsi que celui de la
démocratie (2021)

Azeddine Akesbi

Rappel méthodologique:

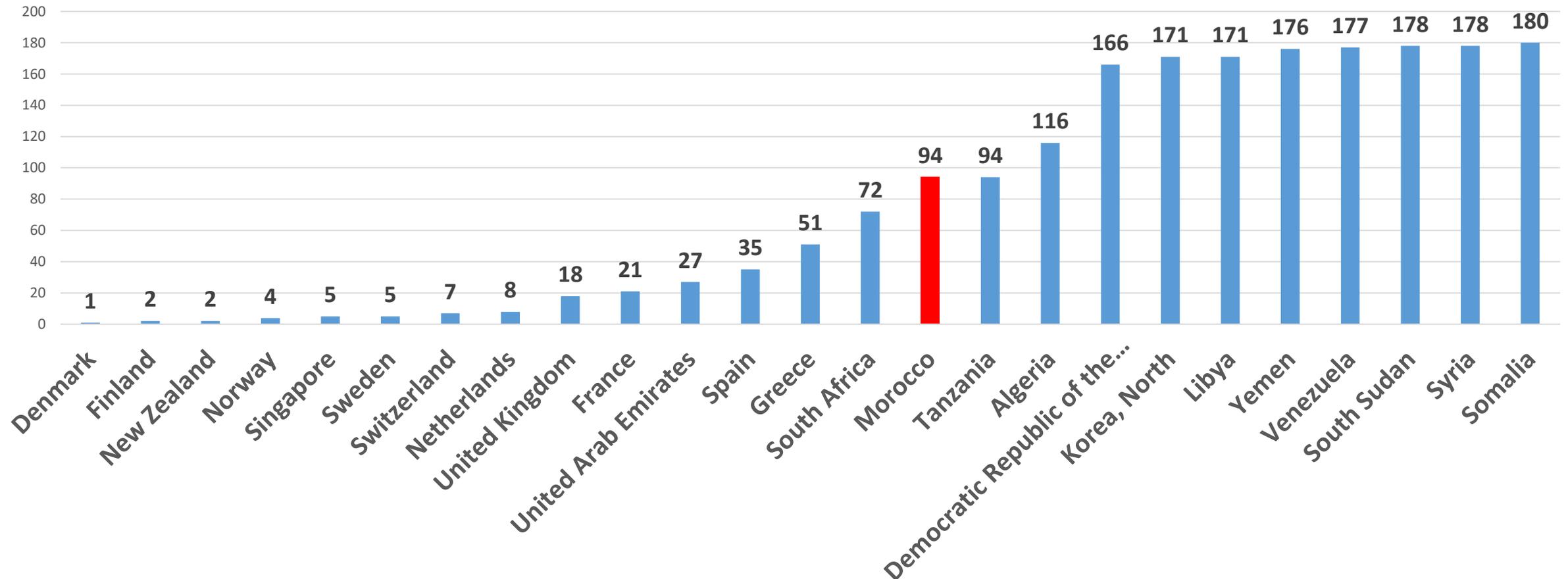
- L'Indice de Perception de la corruption (IPC) est conçu par Transparency International sur la base de 13 enquêtes indépendantes. Il porte sur 180 pays.
- Mesure la perception de la corruption dans le secteur public sur la base de l'avis d'experts et des hommes d'affaires.
- Il est produit annuellement, et utilise l'échelle 0 à 100, où zéro est le niveau le plus élevé de corruption et 100 le plus propre et transparent.

La corruption une menace à la sécurité au niveau Mondial

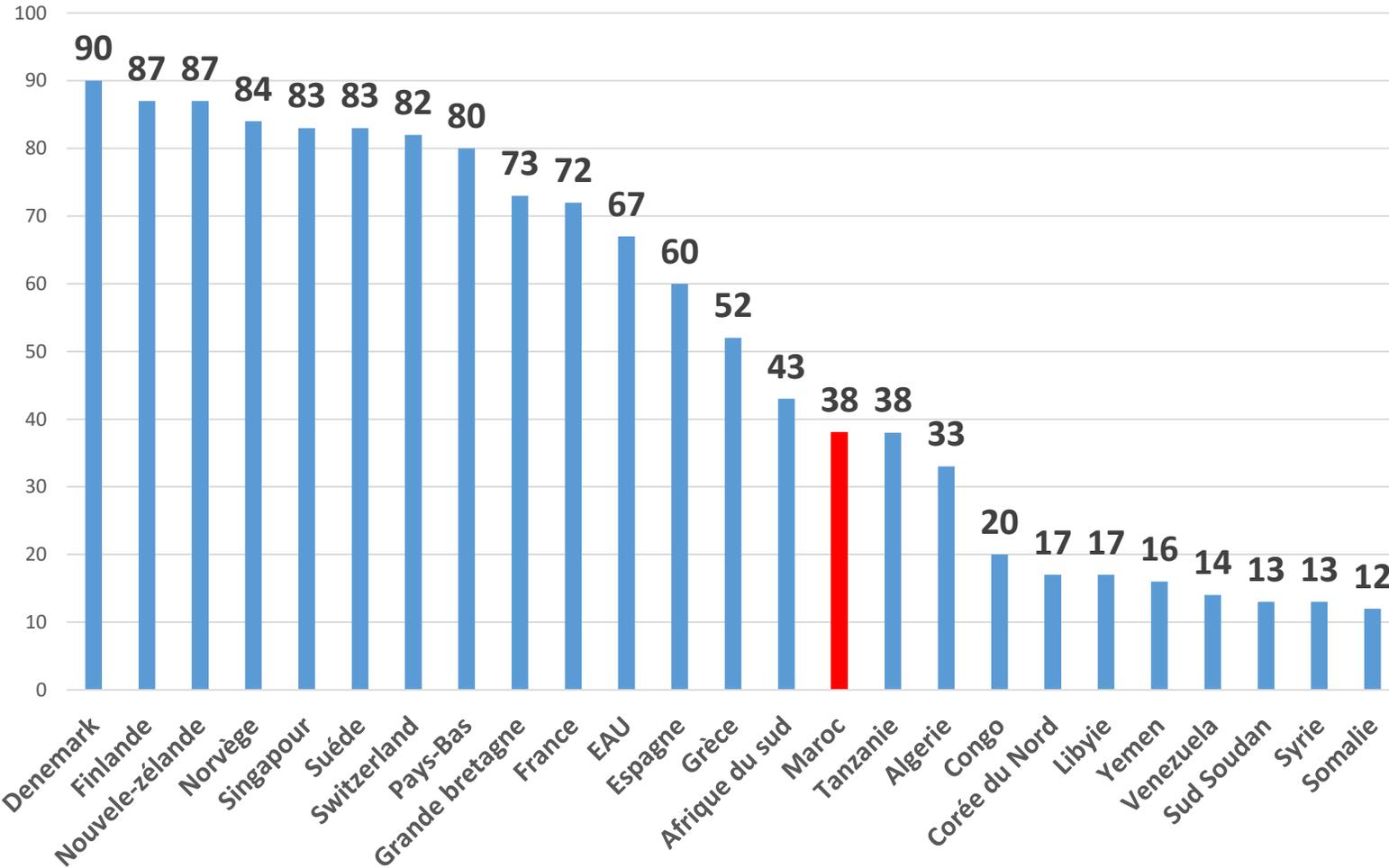
- 2/3 des pays ont obtenu un score inférieur à 50 sur 100, la moyenne est de 43/100
- Cette année l'Indice de Perception de la Corruption (IPC) indique que le niveau de la corruption a stagné dans 124 pays, et le nombre de pays en déclin est en augmentation.
- **La plupart des pays qui sont dans le bas du classement** de l'IPC ont eu une expérience de conflits armés ou sont engagés dans des conflits.
- **Les pays qui sont en tête du classement** assument aussi la responsabilité d'avoir permis le développement de la corruption en acceptant d'accueillir de l'argent sale dans leurs pays (le blanchiment).

Les pays dont les institutions fonctionnent de manière démocratique se trouvent en général en tête du classement : Danemark (score de 90), Finlande et Nouvelle Zélande (87)...

Les premiers et les derniers du classement

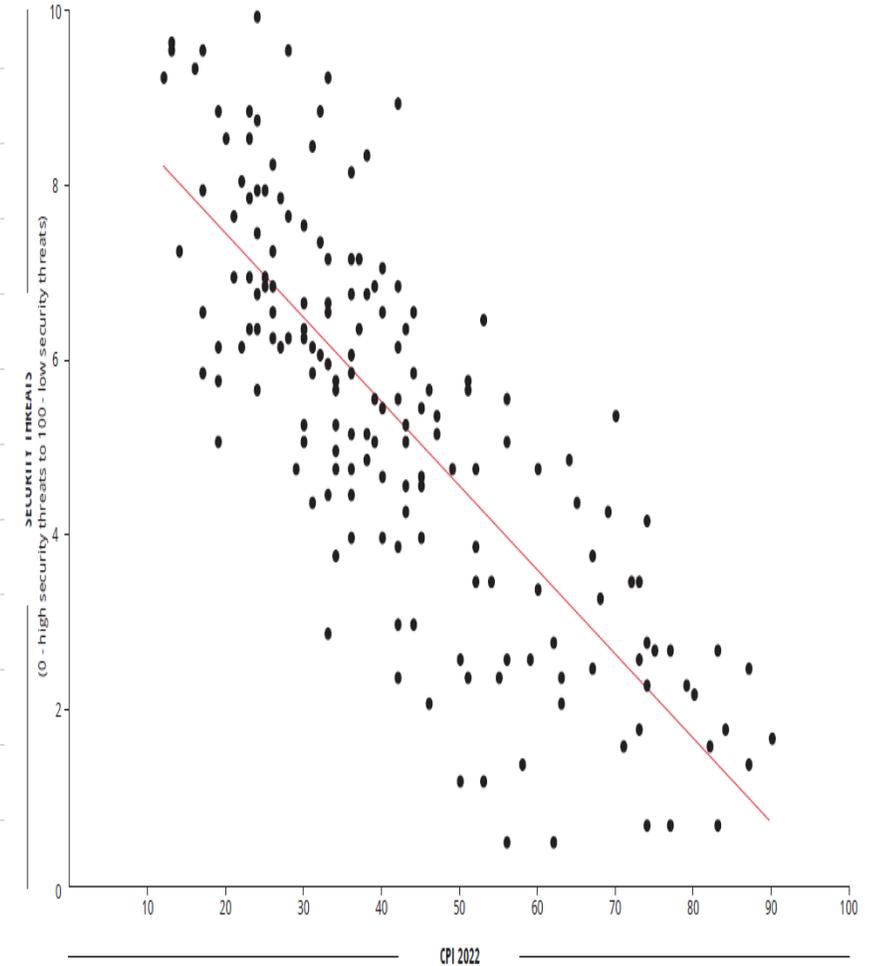


Score des pays en tête et des derniers dans le classement



CORRUPTION AND SECURITY THREATS

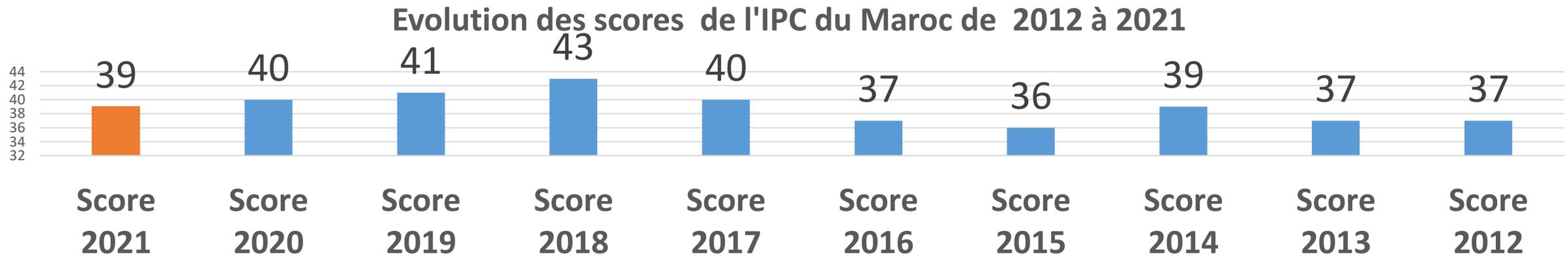
Countries with high CPI scores tend to experience more violent threats, and be worse at dealing with them and guaranteeing the safety and security of their populations.



Source: Transparency International's Corruption Perceptions Index 2022 and the Fund for Peace Fragile States Index.

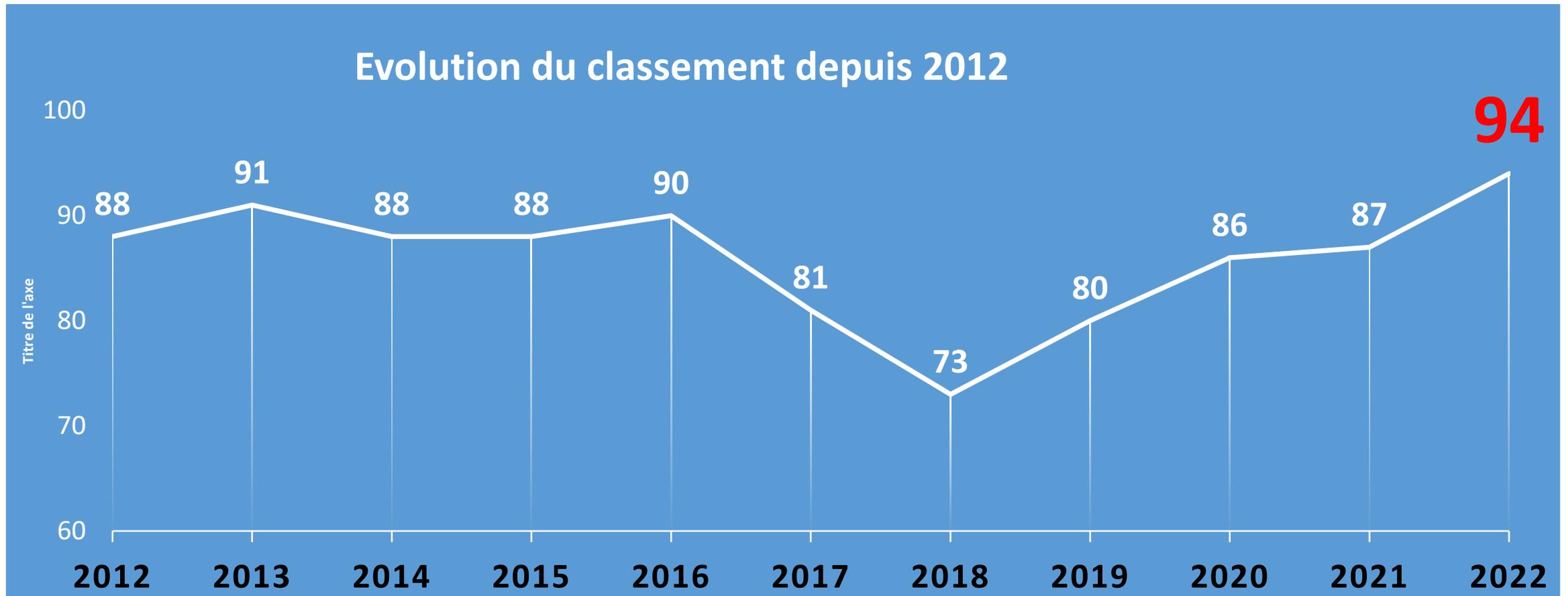
Indice de perception de la corruption : situation au Maroc

La situation au Maroc ne change pratiquement pas sur une longue période: la corruption garde un caractère endémique

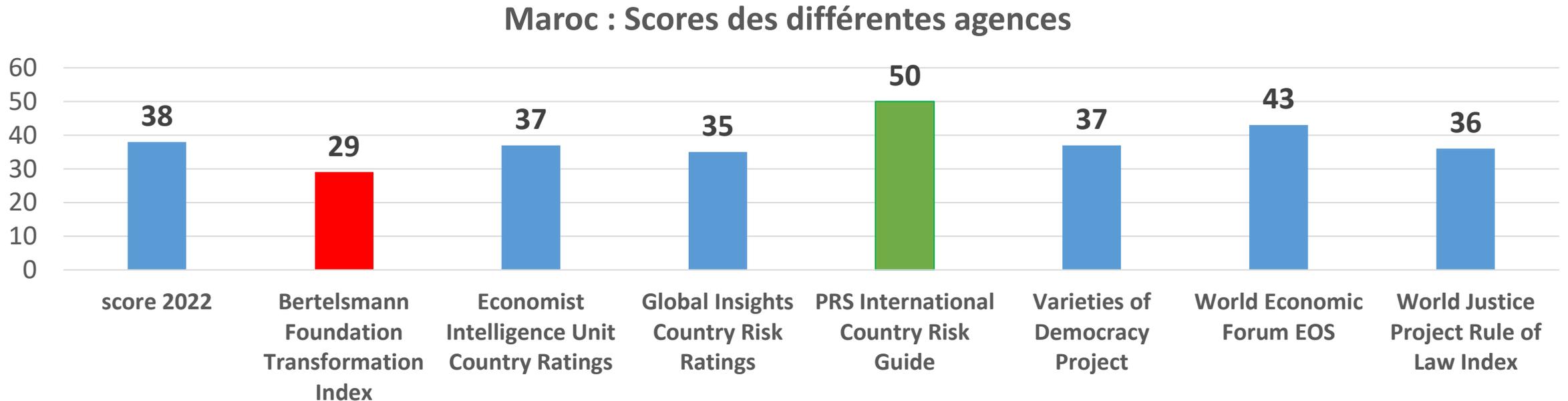


L'année précédente, le Maroc a obtenu un score de 39 sur 100, il a perdu 1 point par rapport à 2020 (et une place) et 7 places dans le classement par rapport à 2019.

Le Maroc a obtenu un score de 38 en 2022, perdant 1 point et 7 places dans le classement par rapport à 2021. A la 94^{ème} place, en 2022, il se situe dans la pire position depuis 2012 (-14 depuis 2021).



Maroc : le score des 7 agences /enquêtes en 2022: le 38 obtenu étant une simple moyenne

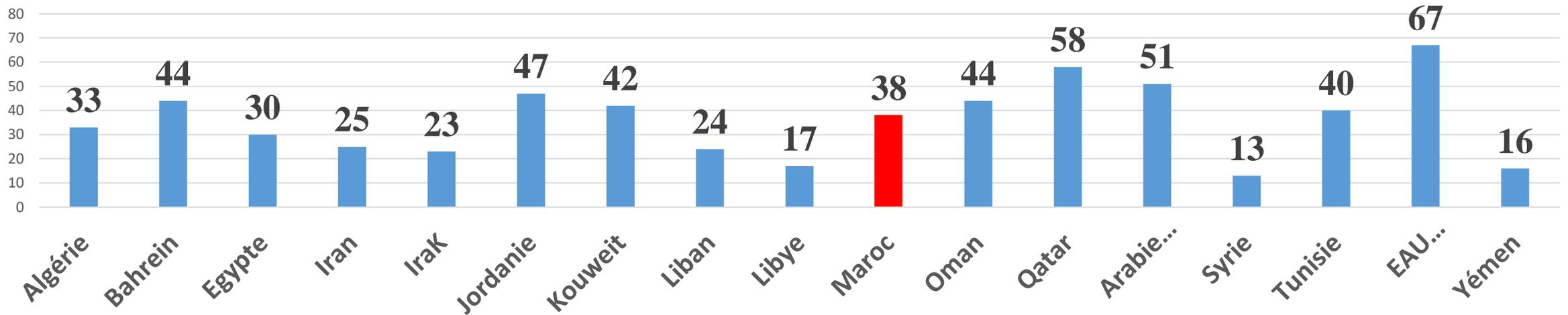


Parmi les sept agences qui ont évalué le Maroc, en 2022, le score de 4 ne dépasse pas 37; deux attribuent respectivement un score de 43 et 50 points et une agence accorde à peine 29 points.

Scores des pays arabe, région MENA :

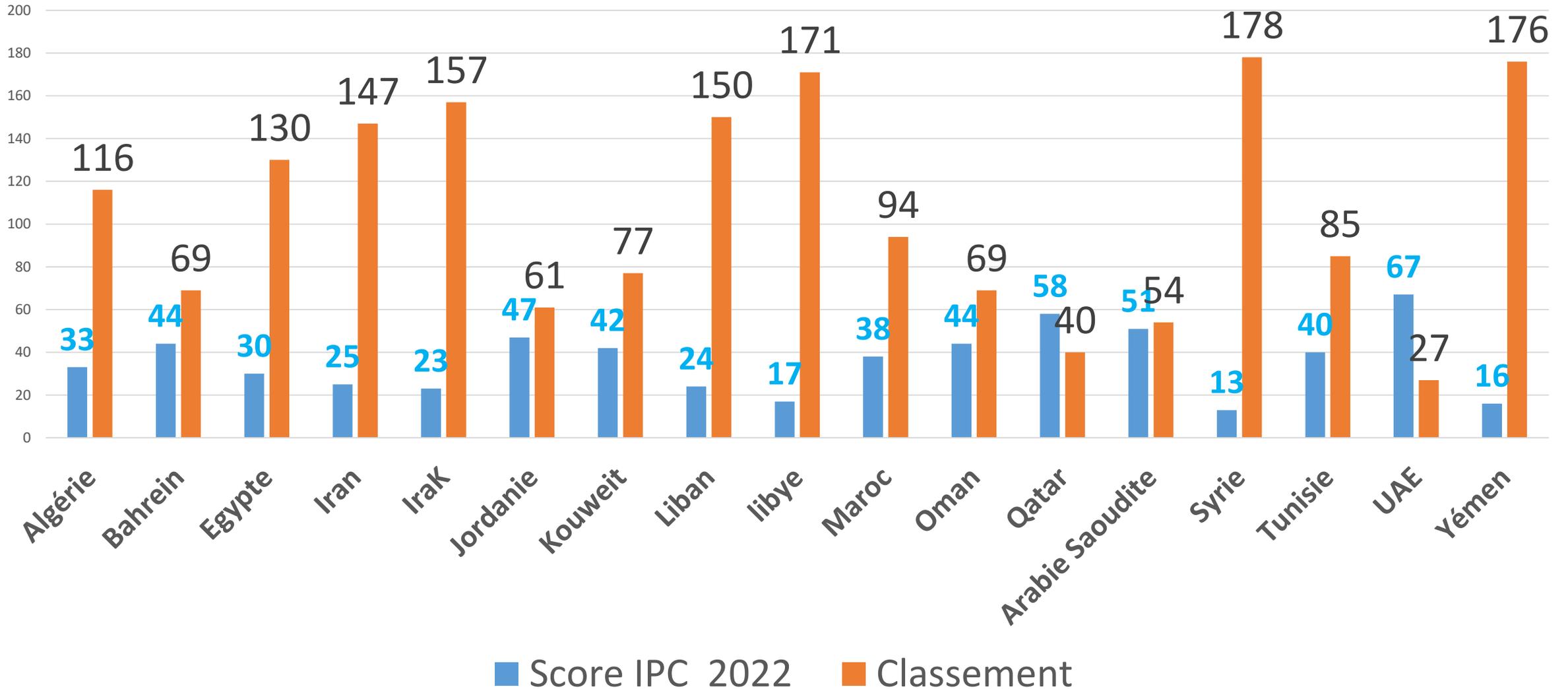
Le score moyen de la region Moyen Orient et Afrique du Nord a baissé à moins de 38

Scores IPC 2022



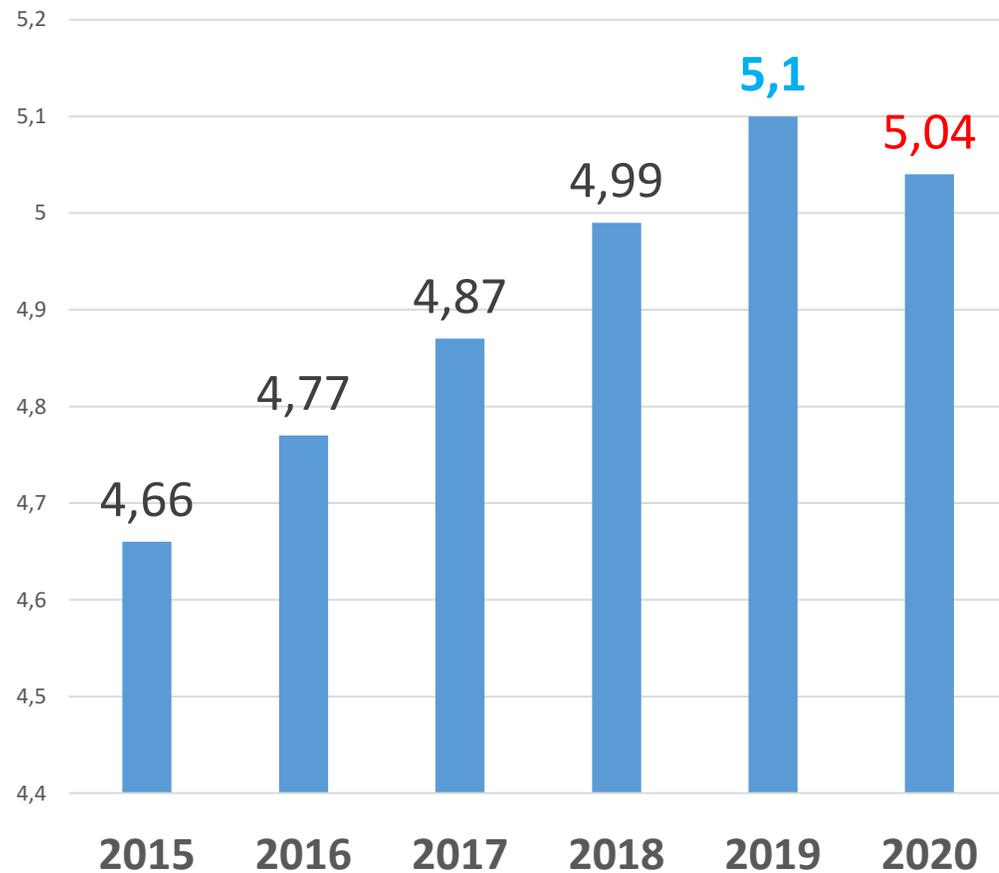
- L'autoritarisme et la corruption s'alimentent mutuellement dans cette region...
- Les espoirs du "Printemps arabe", la société civile et les droits humains sont combattus.

Score et classement des pays de la région MENA

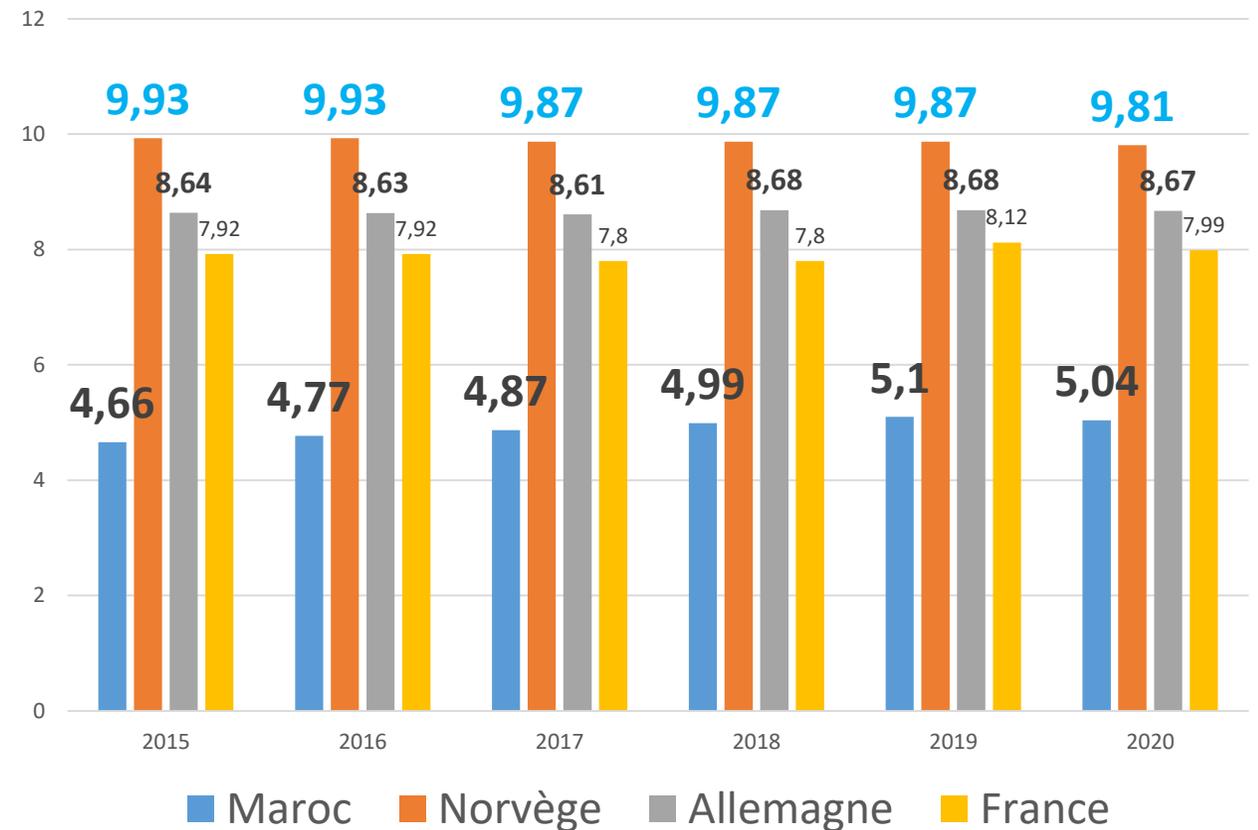


Le déficit de la démocratie...

Indice de la démocratie : évolution du score du Maroc



Evolution de l'Indice de la démocratie : sélection de pays



Classement en 2021 de quelque pays africains, selon l'indice de la démocratie

Rang continental	Pays	Score	Rang mondial	Type de régime
1	Maurice	8,08	19	Pleine démocratie
2	Botswana	7,73	30	Démocratie imparfaite
3	Cap-Vert	7,65	32	Démocratie imparfaite
4	Afrique du Sud	7,05	44	Démocratie imparfaite
12	Sénégal	5,53	88	Hybride
8	Tunisie	5,99	75ex	Hybride
16	Maroc	5,04	95ex	Hybride
23	Mauritanie	4,03	108	Hybride
25	Algérie	3,77	113	Autoritaire
35	Egypte	2,93	132	Autoritaire
42	Soudan	2,47	145	Autoritaire
50	RDC	1,40	164	Autoritaire

Recommandations à l'échelle mondiale qui s'appliquent (parfaitement) au Maroc!

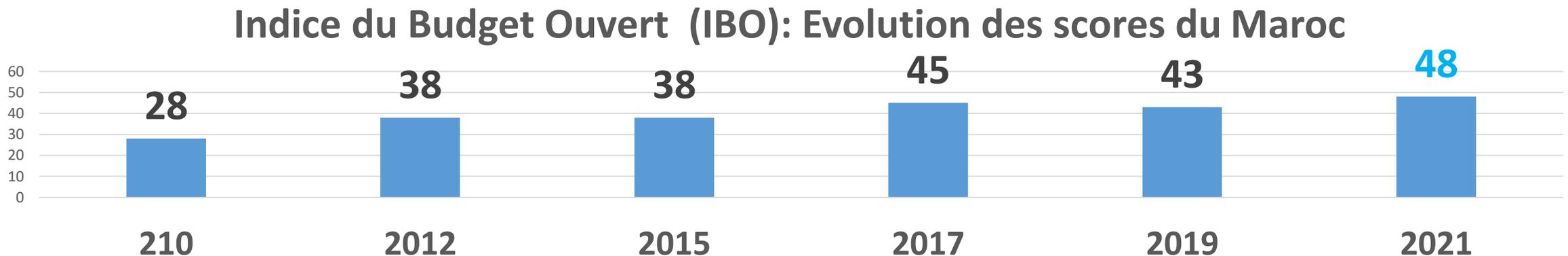
1. Renforcer l'équilibre et les contre-pouvoirs : éviter la dominance de certaines branches du pouvoir.
2. Permettre aux journalistes d'investigation et la société civile de s'organiser et de faire leur travail;
3. Les Gouvernements doivent respecter les attributions et les décisions des organes institutionnels , et accorder les ressources aux Agences de lutte contre la corruption (contrôle et investigation).
4. Appliquer le droit et les lois d'accès à l'information : pour permettre au public de suivre l'usage des deniers publics ;
5. Lutter contre le lobbying (influence des milieux d'affaires) par la promotion de l'accès libre à la décision publique (dans le cas du Maroc ceci concerne le système de rente).

La dernière Enquête du Budget Ouvert (EBO): 2021

Seuls les documents publiés (et événement) jusqu'au 31 décembre 2020
ont été évalués dans l'EBO 2021

La dernière (8^{ème}) édition du Budget Ouvert, 2021, couvre 120 pays

- Le Maroc a obtenu un score de transparence de 48 sur 100 (proche de celui de 2017). L'amélioration s'explique par la publication en ligne de la Revue de milieu d'année (58 sur 100).
- De 46 sur 100 dans le contrôle budgétaire
- Et de 7 sur 100 dans la participation du public.



Evolution pour l'ensemble des huit documents de référence

Document	2010	2012	2015	2017	2019	2021	
Rapport préalable au budget							 Accessible au public
Projet de budget de l'exécutif							
Budget approuvé							
Budget des citoyens							
Rapport en cours d'année							
Revue de milieu d'année							
Rapport de fin d'année							
Rapport d'audit							

 Publié en retard, ou non publié en ligne, ou produit pour usage interne uniquement

 Non produit

Principaux documents budgétaires	Objectif et contenu des documents	Note pour le contenu des documents (sur 100)
Rapport préalable au budget	Présente les prévisions économiques, ainsi que les recettes, les dépenses et la dette prévues du gouvernement.	Publié avec retard
Projet de budget de l'exécutif	Soumis par l'Exécutif au Législatif pour approbation	50
Budget approuvé	Le budget qui a été approuvé par le corps législatif.	95
Budget citoyen	Une version plus simple du projet de budget ou du budget approuvé de l'Exécutif, conçue pour transmettre les informations essentielles au public	84
Rapports en cours d'année	les dépenses réelles effectuées et les dettes contractées à différents intervalles ; publiées trimestriellement ou mensuellement.	78
Revue de milieu d'année	Une mise à jour complète de l'exécution du budget à partir du milieu de l'exercice budgétaire	58
Rapport de fin d'année	Décrit la position des comptes du gouvernement à la fin d'année budgétaire et, idéalement, une évaluation des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs politiques du budget.	Usage interne
Rapport d'audit	Publié par l'institution supérieure de contrôle des finances publiques, ce document examine la solidité et l'exhaustivité des comptes de fin d'année du gouvernement (2019)	67

Le cas du Fonds Spécial pour la gestion de la COVID-19 (IBP), 2021: appréciation du degré de la transparence

Transparence	limitée
<input type="checkbox"/> Induction de l'ensemble (dispositif)	Limitée
<input type="checkbox"/> Macroéconomique budget (agrégé)	Un peu
<input type="checkbox"/> Mesures de politiques	Un peu
<input type="checkbox"/> Bénéficiaires et performance	Limitée
<input type="checkbox"/> Source de financement	limitée
<input type="checkbox"/> Fonds extra budgétaires	Minimum
Mise en œuvre	Minimum
<input type="checkbox"/> Information (reporting) sur l'Exécution	Minimum
<input type="checkbox"/> Passation de marché	Minimum
Contrôle, rôle du Parlement et de la Cour des comptes	Minimum
Participation publique	Minimum

Des recommandations anciennes renouvelées

Le Maroc devrait accorder la priorité aux actions suivantes pour améliorer la transparence budgétaire :

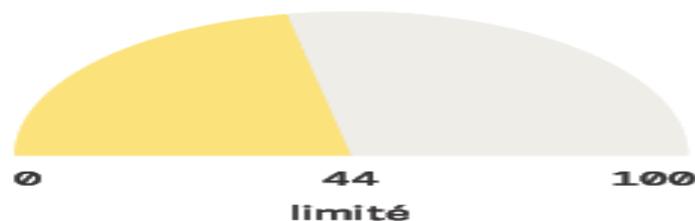
1. Publier en ligne le Rapport préalable au budget et le Rapport de fin d'année dans les délais.
2. Inclure dans le Projet de budget de l'exécutif des informations sur:
 - les estimations pluriannuelles des dépenses et des recettes ;
 - des informations relatives à la composition de l'encours total de la dette ;
 - des informations montrant comment les nouvelles politiques proposées affectent les recettes ;
 - et des informations sur les arriérés de dépenses.
3. Améliorer l'exhaustivité de la Revue de milieu d'année : en fournissant des estimations actualisées des dépenses par classifications administratives et fonctionnelles ainsi que par programme spécifique, et en fournissant des informations supplémentaires concernant les estimations actualisées des emprunts et de la dette publique, notamment leur composition

Le contrôle budgétaire limité : 46 sur 100

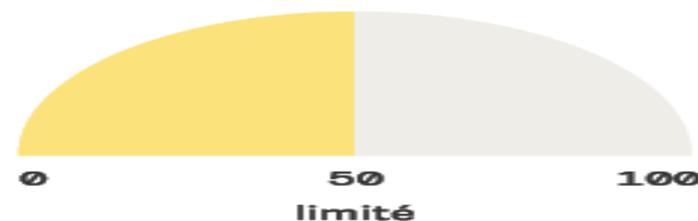
Le pouvoir législatif et l'Institution Supérieure de Contrôle des finances publiques du Maroc (CSC) assurent ensemble un contrôle limité au cours du processus budgétaire, avec **un score composite de contrôle de 46 sur 100**.

- Le score du contrôle parlementaire est de 44 sur 100
- Celui de la cour des comptes est de 50%

Contrôle parlementaire



Contrôle de l'ISC

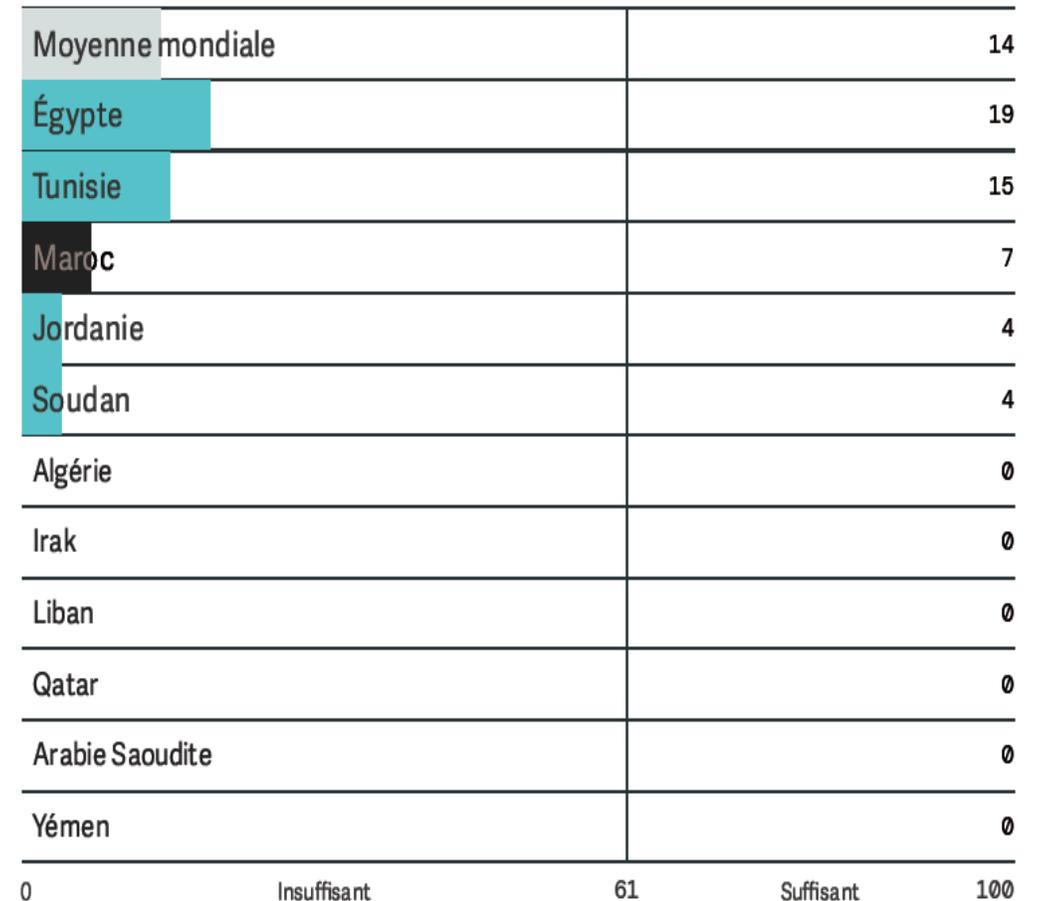


● 0-40: Few ● 41-60: Limited ● 61-100: Adequate

Participation du public: une note très faible de 7 sur 100 et de 6 sur 100 en 2019

Cette dimension de l'Indice du budget ouvert examine les pratiques de l'Exécutif (du Législatif et de l'Institution Supérieure de Contrôle) permettant (ou non) la participation du public à la politique budgétaire des finances publiques grâce à l'usage de 18 indicateurs.

Maroc: La participation du public par rapport aux autres



● 0-40: Few

● 41-60: Limited

● 61-100: Adequate

Recommandations adressées au Parlement

- Le Parlement du Maroc est invité à :

Permettre aux membres du public et aux organisations de la société civile de **témoigner lors des débats sur la proposition de budget avant son approbation et aussi lors des débats sur le rapport d'audit.**

Pour améliorer le contrôle budgétaire, les actions suivantes doivent être priorisées :

- 1. Une commission parlementaire doit examiner l'exécution du budget en cours d'exercice et publier des rapports avec ses conclusions en ligne.**
2. Il faut que le Parlement soit consulté avant que l'Exécutif ne transfère les fonds prévus dans le budget voté entre les unités administratives, ne dépense les recettes imprévues ou ne réduise les dépenses en raison d'un manque de recettes.
- 3. Une commission parlementaire doit examiner le rapport d'audit et publier un rapport avec ses conclusions en ligne.**

Recommandations adressées à la Cour Supérieure des Comptes

La Cour des Comptes devrait accorder la priorité aux actions suivantes:

1. Mettre en place des mécanismes formels permettant au public de l'aider à développer son programme d'audit et de contribuer aux enquêtes d'audit nécessaires.
2. Exiger une approbation du législatif ou du judiciaire pour la nomination et la révocation du/de la Président(e) de la Cour des Comptes marocaine.
3. Veiller à ce que les processus d'audit soient examinés par une agence Indépendante (Le Maroc ne dispose pas d'une institution budgétaire indépendante).

Merci pour votre attention